

PRODUITS PHARMACEUTIQUES**720 millions de dollars d'importations en quatre mois**

Selon les chiffres diffusés hier par le Centre national de l'informatique et des statistiques (CNIS) des Douanes algériennes et répercutés par l'APS, les importations algériennes en produits pharmaceutiques ont connu une hausse sensible durant les quatre premiers mois de l'année 2012, comparativement à la même période de l'année précédente.

«Les importations de l'Algérie en produits pharmaceutiques se sont établies à 719,07 millions de dollars (USD) durant les quatre premiers mois de 2012 contre 543,48 millions USD à la même période en 2011, en hausse de 32,30%», précise-t-on. Une valeur correspondant à des quantités également en hausse. «Les quantités de médicaments importés par l'Algérie ont aussi augmenté de 44,42%, passant de 6 981 tonnes durant les quatre premiers mois de 2011 à 10 082 tonnes à la même période en 2012.»

En détail, le CNIS indique que «la facture des médicaments à usage humain reste la plus salée avec 683,53 millions USD, contre

518,10 millions USD durant la période de référence, enregistrant une hausse de 31,9%». Viennent après les produits parapharmaceutiques avec 27,18 millions USD et les médicaments à usage vétérinaire avec 8,35 millions USD, contre respectivement 17,63 millions et 7,74 millions USD à la même période de l'année 2011. Soit, une hausse de 54,12 % pour les produits pharmaceutiques et de 7,85% pour les médicaments à usage vétérinaire.

Il convient ainsi de rappeler que les importations algériennes en produits pharmaceutiques ont atteint près de deux milliards USD en 2011 (1,95 milliard, ndlr) dont 1,87 milliard USD – 96 % du total



Une facture salée.

de la facture – en médicaments à usage humain. «La taille du marché national des médicaments a atteint 2,9 milliards de dollars en 2011, dont 1,85 milliard USD d'importation et 1,05 milliard USD de production locale. Sur les 1,05 milliard de dollars de la production

nationale, 84% revient au secteur privé et 16% au secteur public», a quantifié, par ailleurs, l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (UNOP).

Le gouvernement algérien s'est, à coups de facilités octroyées aux fabricants, fixé l'ob-

jectif de couvrir par la production locale à hauteur de 70 % d'ici à 2014 les besoins en produits pharmaceutiques. A moins de deux années de cette échéance, il reste loin de cet objectif : 37% actuellement.

L. H. /APS

COMMERCIALISATION DU GNL**Le contrat algéro-belge relancé ?**

Le contrat de commercialisation du gaz naturel liquéfié (GNL) algérien en Belgique, conclu en 1975 pour 20 ans, serait-il relancé ?

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hôte, hier, au siège de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) d'une rencontre d'affaires algéro-belge, l'ambassadeur du Royaume de Belgique à Alger a laissé entendre que son pays voulait relancer son partenariat énergétique avec l'Algérie. Soit relancer le contrat conclu en 1975 entre Sonatrach et la société de distribution Distrigaz, prévu pour 20 ans et portant, initialement, sur la livraison de 5 milliards de mètres cubes de gaz naturel liquéfié (GNL) algérien au terminal de Zeebrugge.

Certes, son Excellence Christian Van Driessche n'a pas été affirmatif, évoquant uniquement des «contacts informels» récents entre Sonatrach et la société Distrigaz.

Néanmoins, la renégociation semble possible pour ce contrat qui s'est poursuivi malgré certaines difficultés jusqu'en 2007, année durant laquelle il a été de facto remis en cause.

En effet, Distrigaz a conclu alors un contrat avec la société qatarie Rasgaz, portant sur la livraison de 2,75 milliards de mètres cubes de

GNL durant 20 ans. Ce que d'aucuns ont interprété comme un signal négatif pour la place de l'Algérie sur le marché belge dont elle fournissait 20% des besoins, avec quelque 2 milliards de dollars d'exportations, notamment d'hydrocarbures. Or, et comme le relève son ambassadeur, la Belgique a réorienté sa politique gazière en termes d'achat-vente, diversification et développement d'un hub portuaire gazier interrégional (Belgique, Allemagne, Pays-Bas et Danemark).

Ce qui augure d'un avenir prometteur pour la coopération économique algéro-belge, marquée actuellement par des échanges commerciaux en progression mais déséquilibrés en faveur de l'Algérie, une forte dimension commerciale et une faiblesse des investissements belges dans notre pays.

Et dans le but justement de «fouetter cette relation appréciable quoique en deçà des attentes», selon le vice-président de la CACI, Medjkouh Ameziiane, transcender la dimension commerciale, assurer des «parts de partenariats» plus importantes pour la Belgique et lui per-

mettre de tirer profit des atouts du marché algérien et de sa forte croissance que cette rencontre d'affaires s'est tenue. Marquée par la présence d'une dizaine d'entreprises multisectorielles belges dont l'entreprise SGS (fournissant des certificats d'importation pour conformité à l'Algérie), cette rencontre s'est tenue à la veille de la 45^e Foire internationale d'Alger à laquelle la Belgique participe de manière très peu significative. Mais aussi à deux mois du déplacement à Alger du ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, dans le cadre d'une visite destinée à booster la coopération bilatérale globale.

C. B.

Commerce algéro-belge

Echanges en 2011 : 3,2 milliards d'euros dont 800 millions d'euros d'exportations belges vers l'Algérie.

La Belgique occupe le 7^e rang des clients de l'Algérie et est son 11^e fournisseur.

L'Algérie est le second client de la Belgique en Afrique, après l'Afrique du Sud.

Plus de 70 entreprises belges sont implantées en Algérie.

PROTECTION DE L'ENFANT**La société civile plaide pour le respect des conventions internationales**

La société civile monte au créneau à l'occasion de la Journée internationale de l'enfance, qui sera célébrée le 1^{er} juin prochain, pour demander le respect des conventions internationales relatives aux droits de l'enfant, en particulier en temps de guerre.

Pour célébrer cette journée, l'association Machaâl Echahid a rendu hommage aux enfants palestiniens et sahraouis, victimes de la guerre. Le président des scouts musulmans algériens, qui a pris part à la conférence organisée, hier, par l'association au centre du quotidien *El Moudjahid*, sous le thème «dangers des guerres sur les enfants», a rappelé que les conséquences des conflits armés sont «catastrophiques en particulier pour les enfants». Selon lui, les organisations internationales doivent mettre en place des outils de force et des sanctions pour éviter des drames aux enfants en temps de guerre. L'intervenant a dénoncé la non-application des textes des conventions internationales des droits de l'enfant. «Pour des intérêts, certaines puissances utilisent leur droit de veto pour bloquer ou retarder la mise en place d'une solution définitive pour l'autodétermination des peuples colonisés, en l'occurrence de la Palestine et du Sahara occidental».

De son côté, le président des scouts sahraouis a appelé le nouveau gouvernement français «à prendre ses responsabilités et trouver une solution à la question sahraouie». La France, en 2011 a utilisé son droit de veto pour bloquer la mise en place d'une commission de protection des droits de l'homme», rappelle-t-il.

S. A.

LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION**Atelier d'information au profit des médias africains**

L'Algérie accueille depuis hier un atelier d'information sur la lutte contre la désertification au profit d'un groupe de journalistes africains.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Un groupe de 19 journalistes africains participe depuis hier à un atelier d'information sur la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification.

Organisée par le secrétariat de cette convention et le ministère algérien de l'Agriculture et du Développement rural, cette rencontre a pour objectif de sensibiliser

les professionnels de la presse du continent sur la problématique de la lutte contre la sécheresse et la dégradation des sols.

Cet atelier entre également dans le cadre de la phase préparatoire du Sommet sur le développement durable (Rio +20) que doit accueillir Rio de Janeiro du 20 au 22 juin 2012. «Comme vous le savez, la Convention des Nations

unies sur la lutte contre la désertification est issue de la première rencontre de Rio, en 1992.

Aujourd'hui, cette Convention rassemble 195 parties, traduisant ainsi l'universalité des problèmes de désertification, dégradation des terres et de la sécheresse. Toutes les régions du monde sont concernées par ces fléaux sous une forme ou sous une autre», a déclaré Luc Gnacadja, secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies lors d'une conférence de presse animée conjointe-

ment avec le ministre de l'Agriculture, Rachid Benaïssa.

«Cette année, la conférence Rio +20 sera axée sur deux grands thèmes : une économie verte dans le contexte d'un développement durable et de l'élimination de la pauvreté et un cadre institutionnel en faveur d'un développement durable», a précisé Luc Gnacadja.

Selon lui, les journalistes sont appelés à jouer un rôle capital dans le cadre de cette lutte. «La question de la désertification et de

la lutte contre la dégradation des sols ne fait pas souvent la Une des médias. Pourtant, ces phénomènes sont souvent la cause de paupérisation dans de nombreuses régions du continent», a-t-il souligné.

De son côté, Rachid Benaïssa est revenu sur l'expérience algérienne en matière de lutte contre la désertification. L'Algérie, selon lui, cumule cinquante ans d'expérience, à travers, notamment, le barrage vert.

T. H.